

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Essonne"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



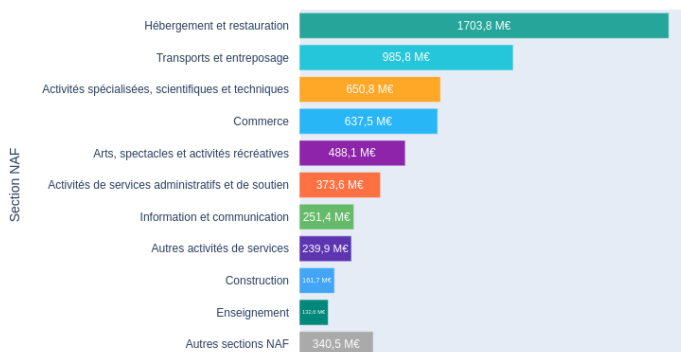
Montant total : 24 241 144 487 euros

Nombre d'aides : 8 553 452

Nombre d'entreprises : 2 007 720

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



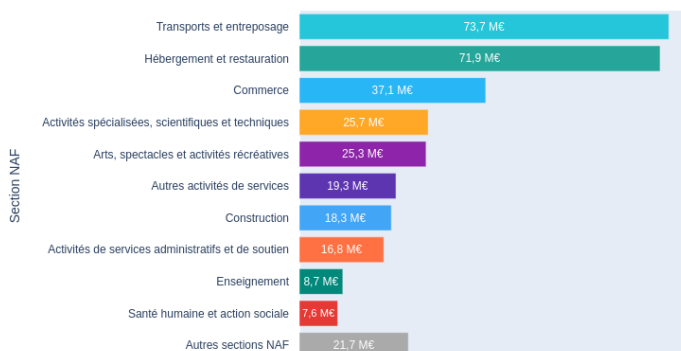
Montant total : 5 965 655 605 euros

Nombre d'aides : 2 037 831

Nombre d'entreprises : 419 621

## Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 325 998 988 euros

Nombre d'aides : 130 526

Nombre d'entreprises : 29 519



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.

Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

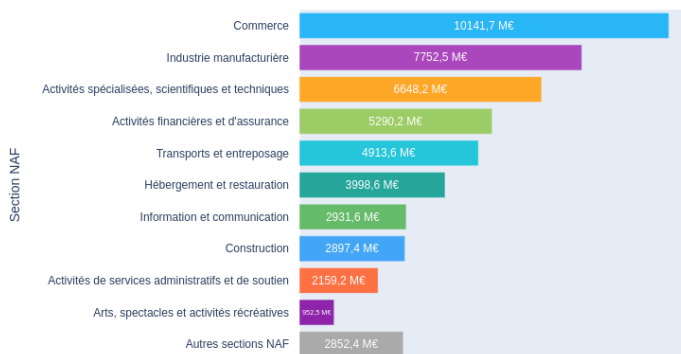


Montant total : 136 357 356 379 euros

Nombre de prêts : 670 947

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

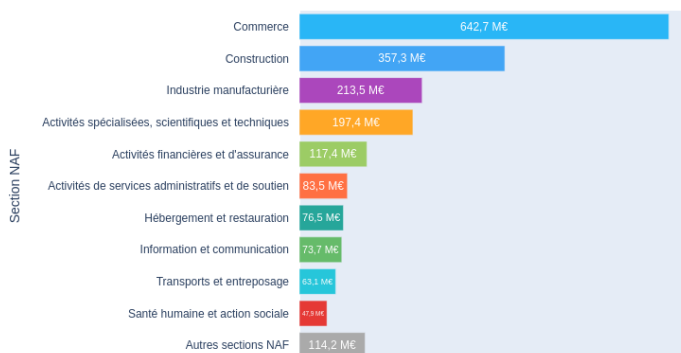


Montant total : 50 537 766 065 euros

Nombre de prêts : 142 454

## Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 987 280 817 euros

Nombre de prêts : 9 884



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 443 499 395 euros

Nombre de reports : 112 770

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 140 348 681 euros

Nombre de reports : 16 444

## Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 49 340 991 euros

Nombre de reports : 1 391



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

## Niveau Départemental : Essonne

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 11 951 416 euros

Nombre d'aides : 14 934



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

## Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 53 070

Nombre de salariés : 310 525

Heures demandées : 27 609 955